

JOURNAL

D E

FRANCFORT

AVEC PRIVILÈGE DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE.

DU VENDREDI, 20 OCTOBRE 1797.

Extrait des Nouvelles de Paris, du 14 Octobre.

Il paroît que l'on a décidément adopté la forme des pamphlets pour faire connoître au public le résultat de ce qui subsiste encore de relations avec l'Angleterre. Le *Rédacteur* contient aujourd'hui un supplément à la lettre de lord Malmesbury, ou réponse à la dernière note envoyée de Londres le 5 Octobre, aux plénipotentiaires de Lille; par ***, traduit sur de la lettre publiée à Lille. Cette fois la tournure n'est pas aussi heureuse. L'auteur, pour masquer la source d'où lui vient cette note, déclare que le Lord *Wagram* en rien de plus pressé que de la communiquer à son correspondant, ce dernier n'a eu rien de plus pressé que de la lui transmettre. Il ajoute: On avoit cru jusqu'à ce jour que les secrets étoient bien gardés par l'amitié: oui, les secrets d'affaires, les secrets de chagrins, les secrets même de plaisirs; mais les secrets de la gloire ne sont nulle part moins en sûreté. Rien de plus nuisible qu'un ami: voilà pourquoi nous avons connoissance de la note suivante adressée par lord Malmesbury, aux ministres plénipotentiaires à Lille, & datée de Londres, le 5 Octobre 1797. Cette note annonce qu'il en avoit reçu une de nos négociateurs. C'est celle, sans doute, du 10 Vendémiaire (1er Oct.), dans laquelle ils ont persisté à vouloir des pouvoirs avec lesquels on puisse présenter des projets qui ne soient plus en lacunes, & un *status ante bellum* traduit par un plénipotentiaire *sa boni le latin: c'est-à-dire, qui emende par status ante bellum, l'état des choses avant la guerre, & non pas, l'état des choses après la guerre; sans un peu extraordinaire qu'a découvert lord Malmesbury, dans sa communication confidentielle & amicale du 8 Juillet 1797.*

Après ce début l'auteur donne la note même. La voici:

Londres le 5 Octobre.

„Le sousigné ayant remis au ministère du

„Roi, la note des plénipotentiaires de la République françoise, a l'ordre de leur observer que ce n'est qu'en conséquence de l'ajout d'une injonction formelle et positive du Directoire, qu'il a quitté Lille; que ses pouvoirs n'étoient ni illimités ni limités, et que rien n'a été omis de sa part, pour accélérer la négociation, qui n'a été retardée que par les délais du Directoire, et qui n'est aujourd'hui suspendue que par son acte. Pour ce qui regarde la reprise des conférences, le sousigné ne peut que se référer à la dernière note, où il a désigné avec franchise et précision les seuls moyens qui restent pour continuer la négociation, observant en même tems que le Roi ne pourroit plus traiter en pays ennemi, sans avoir la certitude de voir respecter pour l'avenir, dans la personne de son plénipotentiaire, les usages établis parmi toutes les nations civilisées à l'égard des ministres publics, et principalement de ceux chargés de travailler au rétablissement de la paix. Il prie les ministres plénipotentiaires de la République françoise d'agréer les assurances de sa haute considération.

Signé, Malmesbury.

L'auteur dissequa ensuite cette note, et fait presque sur chaque mot les réflexions les plus caustiques.

Le traité avec la Reine de Portugal devoit être ratifié par cette Majesté, dans le délai de soixante jours: il y a soixante-deux jours que le traité a été conclu, et il n'est arrivé aucune réponse de Lisbonne. (*Voyez l'article de Lisbonne dans notre Numéro 290.*)

On assure que le général Canclaux est rapelé de Naples, et sera remplacé par Treillard; et que le général Servan remplacera, à Madrid, le général Pérignon.

On parle d'un présent considérable que les nouvelles républiques d'Italie vont envoyer au général Buonaparte, consistant en un service complet en vermeil, et un ameublement des plus riches.

L'ordre est rétabli dans la ville de Montauban, et les révoltés sont dispersés. La municipalité a été destituée et de suite remplacée; c'est le général Pierre qui est entré dans cette commune, avec une colonne de troupes républicaines. Il n'y a pas eu une goutte de sang de répandu. (*Bullein de Paris*.)

Il y a un peu de froid entre Poultier et le rédacteur du journal des *Hommes Libres*, patriote rectiligne, comme chacun sait. Celui-ci accuse Poultier de modérantisme; vous verrez que notre ami Poultier aura bientôt un brevet de chouannerie en bonne forme: cela seroit plaisant. (*Ibid.*)

Une lettre des Sables, en date du 7, nous apprend, que les Anglois ont canonné cette ville pendant une heure et demie. Personne n'a été tué ni même blessé: quelques maisons seulement ont été endommagées. La mer, en se retirant, les a contraints de s'éloigner. Ils sont restés huit jours ensuite à croiser devant les Sables.

Les Anglois n'ont pas renoncé à leur projet contre Sainte-Croix de Ténériffe, et l'on prétend que les renforts demandés par le lord St-Vincent, et qu'on va lui envoyer, sont destinés à tenter l'enlèvement de 18 millions de piastres que les Espagnols y ont déposés récemment, et qu'ils avoient ramenés du Nouveau-Monde.

La commission nommée pour juger les émigrés arrêtés depuis le 13 Fructidor, a repris le 11 ses séances. Le 12, elle a condamné à la peine de mort Marie Antoine Alexandre Dieudonné de Menars, naif de Lugen, département de la Vendée. La sentence porte qu'il est convaincu: 1^o. D'avoir émigré en Angleterre en 1789, & d'être rentré en France en 1792. 2^o. D'avoir réémigré à Coblenz au mois de Février 1792: l'époque de sa seconde rentrée en France n'est constatée par aucun certificat de résidence. 3^o. D'être porteur de faux certificats de résidence & de faux passeports. L'un desquels il a acheté 120 livres, sous le nom de Jacques Hardias. 4^o. D'avoir tenté de se faire délivrer un certificat de service dans la cent huitième demi-brigade d'infanterie de ligne, où il n'a jamais servi; par l'intermédiaire du nommé Saint-Luzelle, pour pouvoir concourir son émigration (ce Saint-Luzelle est arrêté). Ses motifs d'excuse étoient: 1^o. que pour obéir à cette loi, il est sorti de Paris dans les 24 heures prescrites, avec l'intention de s'éloigner du territoire de la République dans les quinze jours suivans; 2^o. que n'ayant pu réaliser aucune espèce de fonds pour entreprendre ce voyage, il est resté à Passy, & dès-lors qu'il n'a pu exécuter complètement la loi. — L'exécution a eu lieu aussi tôt après le jugement, dans la plaine de Grenelle. Menars a montré le plus grand sang froid; il n'a pas voulu qu'on lui bandât les yeux; il a été fusillé. Cet émigré a épousé la veuve de Madame de Balby.

Hier soir, la commission a jugé & condamné à la même

peine un grenadier de la garde du Corps législatif, qui étoit entré dans ce corps par la protection du commandant Ramel, & qui a été convaincu d'émigration.

Fin de la lettre oubliée à Lille par Lord Mallesbury.

J'avoue franchement, Mylord, que mon projet, sur-tout suivi de la *communication confidentielle*, étoit de nature à choquer extrêmement une République qui remplissoit l'univers du bruit de ses victoires; et qu'il n'étoit guères probable qu'elle abandonnât des allies à qui, par des traités formels, elle avoit garanti l'intégrité de leurs possessions. Mais cette République, si florissante au dehors, n'étoit déjà plus qu'un vain nom au dedans, ou ne paroïssoit vivre que dans le cœur d'un petit nombre de François: le Directoire, assailli d'ennemis intérieurs, ne pouvoit déployer sa force, et tout naturellement je haussais le ton, parce que je croyois le gouvernement foible et presque terrassé. Je dois pourtant le déclarer, alors même qu'il étoit le plus occupé d'affirmer son existence, il ne céda à aucune de mes demandes. Il ne se relâcha sur aucun point de ses engagements envers ses allies; il permit seulement qu'ils fissent d'eux-mêmes le genre de propositions qu'ils jugeroient utiles à leurs circonstances. Les Bataves, sensibles à tant de loyauté, se montrèrent en effet disposés à céder Cochin, quelques comptoirs sur la côte de Coromandel; ils refusoient Négapatnam, qui leur étoit offert; ils consentoient à ne pas réclamer les vaisseaux et cargaisons pris par trahison au commencement de la guerre, (ce qui est un objet de près de deux millions sterlings), etc. etc. — Et c'est à ce point qu'étoit la négociation, lorsque tout-à-coup parvint à Lille le bruit de l'événement du 18 Fructidor, événement que je ne sais comment qualifier, mais qui, il faut le dire, porta la désolation dans le cœur de tous les bons ennemis de la France. Pour ma part, j'en fus confondu: je ne l'avois point prévu; aussi, qui pouvoit le prévoir? Je vis alors que la négociation alloit prendre une toute autre tournure, ou plutôt qu'il n'y auroit plus de tournure dans la négociation. Je me sentis hors de mon élément. Deux nouveaux négociateurs arrivent: on prend jour pour la première conférence. Là, il me fut demandé si j'avois des pouvoirs suffisans pour consentir aux restitutions que les loix et les traités qui lient la République françoise, peuvent rendre indispensables: si j'avois, en un mot, le pouvoir de me servir pleinement de mes pleins-pouvoirs. — J'aurois pu répondre oui. A l'aide d'une explication théologique du mot *plein-pouvoir*, il n'étoit rien en effet que je ne pusse dire; et, dans le

cours de la négociation, j'aurois mis ma résistance individuelle à la place de celle que me commandoient mes instructions; car je ne puis pas oublier qu'on ne m'a pas demandé si je consentois à la restitution; on m'a demandé seulement si j'avois le pouvoir d'y consentir; ce qui laissoit le champ libre à plus d'une proposition: mais la force de la vérité m'a entraîné, et c'est la seule fois, j'ose le dire, Mylord, que j'ai pu me faire un tel reproche. — Faute de réponse positive, je devois partir dans les 24 heures. Je pars donc demain matin, mais j'ai voulu que cette lettre précédât mon arrivée.

P. S. Vous devez sentir, Mylord, que l'essentiel est de bien persuader en Angleterre que c'est nous seuls qui avons voulu la paix. Servez-vous pour cela de tout ce que contient ma lettre; et dites bien au lord Grenville qu'il se rappelle tous les raisonnemens qu'il a faits depuis cinq ans, pour établir que les François seuls étoient les agresseurs, alors même que nous renvoyons leur ambassadeur. Les mêmes raisonnemens sont tout aussi bons pour prouver aujourd'hui, que ce sont eux qui ne veulent pas la paix. Surtout, qu'il ne se décourage pas par les réponses de lord Guilford, du marquis de Landsdown, du duc de Bedford. A la longue, il faut bien que la vérité triomphe.

N'oubliez pas d'engager lord Liverpool à bien recommander à son fils qu'il se prépare à soutenir que le commerce anglois va gagner prodigieusement à la continuation de la guerre.

Quant à Canning, il n'y a rien à lui dire. Qu'il se trouve aux débats, et qu'il répète son discours sur l'immoralité de la révolution française.

Autre P. S. — J'apprends, avec douleur que les négociateurs François restent à Lille: c'est un peu embarrassant pour notre thèse.

Lille, 17 Septembre 1797.

D'Udine, le 5 Octobre.

A en juger par ce que l'on voit et par ce que l'on entend, il sembleroit certain que la paix est conclue depuis Dimanche dernier, ou au moins que les bases principales sont posées. Voici ce qui rend cette opinion très vraisemblable: La plus grande harmonie n'a pas cessé de régner entre les plénipotentiaires autrichiens et le général Buonaparte; les égards, les distinctions ont été constamment réciproques. Hier, ce dernier vint encore ici dans l'après-midi, et il eut avec les ministres de S. M. Impériale et l'ambassadeur Napolitain un entretien qui se prolongea jusques dans la nuit, et auquel le général Clarke

assista. Sur les entrefaites, arriva Madame Buonaparte avec l'épouse du général Berthier; comme les plénipotentiaires étoient encore assemblés, elles furent reçues par plusieurs de nos Dames dans la grande salle du palais Antonini que M. le marquis de Gallo habite. La conférence étant terminée, il y eut souper et ensuite bal; après quoi, l'on se rendit au spectacle, où il y eut une superbe illumination. Vers les 4 heures italiennes, Buonaparte et son épouse retournèrent à Passeriano. — M. Micheroux, ex-résident de Naples à Venise, qui se trouvoit ici depuis quelque tems, disoit dernièrement qu'aussitôt que les conférences seroient terminées, il se rendroit en toute diligence à Naples. Le Dimanche 1er de ce mois, étoit d'après le bruit public, le jour où l'on devoit clore les négociations; ce qui fait croire que cette clôture a eu en effet lieu, ou du moins qu'on a arrêté des objets essentiels, c'est que le jour suivant, M. Micheroux a été expédié pour Naples par M. le marquis de Gallo, et le comte de Dietrichstein pour Vienne. Buonaparte expédia aussi un de ses adjudans, comme courier, pour Paris. Avant de partir, le premier dit que la paix étoit conclue; quelques paroles de M. le marquis de Gallo semblent aussi indiquer cette conclusion. — Autre fait: une personne qui vouloit se rendre à Trieste, se rendit chez M. le comte de Meerfeldt pour avoir un passeport. M. de Meerfeldt répondit qu'il ne pouvoit en donner dans ce moment; mais que dans 10 à 12 jours, il signeroit des passeports tant qu'on voudroit. — Malgré toutes ces apparences, il est encore des personnes qui annoncent la guerre; mais leur opinion n'est étayée que par des conjectures, et surtout par la continuation des préparatifs de la part des François. Ces derniers sont toujours occupés de l'approvisionnement de la forteresse d'Olipo; avant hier, on a mis en réquisition tous les chariots pour y transporter différens objets. L'on continue aussi la démolition des villages autour de Palma; le 5, on a fait sauter le clocher de celui de St. Laurent. On a commencé à jeter des ponts sur toutes les rivières, et principalement sur l'Ilonzo, du côté de Tilana, où toutes les troupes Cisalpinnes se trouvent campées.

De Milan, le 10 Octobre.

Il est arrivé un ordre du général en chef, en conséquence duquel on doit prendre toutes les mesures pour la réunion du Mantouan et d'une partie du Veronois à la république Cisalpine. L'on parle aussi toujours de celle de la Valteline; l'on attend des députés de ce pays, qui viennent pour concerter avec notre Directoire

les mesures nécessaires à cet effet. Suivant les lettres de Sondrio, le général françois Murat a déjà fait dans ce pays des dispositions préparatoires; il a créé un comité de surveillance et de correspondance, dont le début a été la publication d'un édit contre le port des armes et contre les attroupemens; il a été aussi dressé un rôle de tous les hommes en état de servir, afin de former une garde nationale qui sera mise en activité, s'il en est besoin.

Il vient d'être publié deux proclamations; l'une permet aux religieux de quitter leurs convents; l'autre accorde au peuple la faculté de choisir lui-même les pasteurs. Les collations épiscopales n'auront plus de validité.

Les lettres de Gênes en date du 7, annoncent que le général Duphot ayant été rappelé par Buonaparte, se dispose à quitter cette ville. Le gouvernement provisoire a publié une amnistie, en conséquence de laquelle toutes les personnes arrêtées à la suite des derniers troubles, ont été relâchées, à l'exception des principaux chefs et des 25 ex-nobles détenus comme otages.

De Roveredo, le 12 Octobre.

D'après les avis les plus récents, les françois ont évacué le territoire du Brescian voisin du lac de Garda, et ils ont transporté à Brescia les hôpitaux qu'ils avoient à Salo. L'on dit qu'ils seront remplacés par des troupes Cisalpines.

De Vienne, le 13 Octobre.

Le plus grand mystère continue de couvrir les opérations d'Udine; et depuis quelques jours, l'opinion flote entre la paix et la guerre; il se fait également des paris pour et contre.

Notre armée d'Italie est maintenant sur le pied le plus respectable; toutes les dispositions sont faites, et les différens corps sont prêts à marcher vers l'ennemi, si une rupture a lieu.

D'Erlang, le 17 Octobre.

S. A. S. le prince de Condé est passé par ici le 10, se rendant à Petersbourg. Une partie du corps aux ordres de ce prince s'est déjà mise en route des environs d'Ueberlingen pour se rendre à Ulm.

Les dépôts des régimens d'émigrés françois, tels que Buffi, Royal-Allemand, qui étoient dans les environs de Kissingen et Bruckenaue, sont passés dans notre voisinage pour se rendre en Bohême. (*Gazette d'Erlang*).

De Cassel, le 17 Octobre.

M. Rivals, ministre de la République françoise, vient de partir d'ici pour le Midi de la

France, où il a les possessions, en conséquence d'un congé qu'il a obtenu de son gouvernement pour quelques mois. M. Simon reste ici comme chargé d'affaires jusqu'à son retour.

Les nouvelles que l'on reçoit sur l'état de la santé d'un grand souverain, sont des plus alarmantes.

De Cologne, le 16 Octobre.

La division du général Macdonald est arrivée hier à Midi ici et dans les environs.

Des Bords du Mein, le 19 Octobre.

Suivant les nouvelles de la Franconie, les apparences d'une reprise prochaine des hostilités ont électrisé de nouveau les habitans de ce pays. Tous sont résolus de défendre leurs foyers jusqu'à la dernière extrémité. Déjà dans plusieurs districts, il se fait des dispositions à cet effet; les paysans sont munis de piques d'une invention particulière; il a été déjà fabriqué plusieurs milliers de cette espèce d'arme. Le 11, il a été publié dans tous les baillages une exhortation du souverain relative à l'armement général. Cette levée en masse formera environ 50 mille hommes; elle sera organisée d'après les principes militaires et divisée en plusieurs corps; il y en aura un d'arquebustiers. Le général Elnitz qui se trouve depuis le 10 à Wurzburg, commandera en chef ces Franques de l'Allemagne, si les circonstances le rendent nécessaire; ils seront pourvus de canons et secondés par des troupes impériales.

Les lettres de Wurzburg annoncent que M. le baron de Dahlberg, coadjuteur de S. A. S. E. de Mayence, a été élu le 15, Prévôt du chapitre de cette ville; M. le comte de Stadion et le conseiller Samhaber ont été nommés par le prince-évêque pour assister au congrès de paix. D'après les mêmes lettres, le pays a dû fournir une grande quantité d'objets d'approvisionnement indispensables pour les troupes autrichiennes; une partie a été déjà transportée par eau à sa destination. Il doit être aussi tiré des magasins de Wurzburg, une grande partie des dépôts de farine, de foin et de paille qui s'y trouvent, pour être conduits dans différentes places.

L'on mande d'Altschaffenburg que tous les dépôts des régimens autrichiens qui étoient dans cette ville, sont partis pour se rendre à Wurzburg.— M. le baron d'Albini, chancelier de l'Electeur de Mayence doit partir, dit-on, le 30 de ce mois pour Rastadt où se tiendra le congrès.